

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/AUS/1

G/SCM/Q1/AUS/1

9 avril 1999

(99-1429)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Questions posées par le CANADA concernant la notification de l'AUSTRALIE<sup>1</sup>

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 avril 1999.

1. En vertu du paragraphe 1 de l'article 15 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la détermination de l'existence du dommage doit être établie en ce qui concerne le marché intérieur des produits similaires qui sont définis dans la note de bas de page n° 46.

À la lumière de ce qui précède, l'Australie pourrait-elle expliquer comment l'article 269T(4A) est compatible avec l'Accord dans la mesure où il dispose que lorsque les produits similaires sont des produits agricoles transformés voisins, la branche de production de ces produits englobe les personnes produisant les matières premières agricoles dont sont dérivés les produits transformés?

2. Le paragraphe 269TACB(2) prévoit cinq méthodes que le Ministre peut employer pour comparer les valeurs normales et les prix à l'exportation mais ne semble pas indiquer laquelle de ces méthodes sera normalement utilisée. Quelles circonstances déterminent l'application de chaque méthode?

3. Les paragraphes 269ZJ(5) et (6) disposent tous deux que lorsqu'une personne refuse que les renseignements soient versés au dossier public ou de fournir un résumé non confidentiel des renseignements, le Directeur général peut faire abstraction de ces renseignements à moins que leur exactitude soit démontrée. L'Australie pourrait-elle expliquer ce que signifie "à moins que leur exactitude soit démontrée"? Les renseignements seraient-ils utilisés s'il n'existait pas de résumé non confidentiel?

4. L'article 5.6 de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI dispose ce qui suit:

"Si, dans ces circonstances spéciales, les autorités concernées décident d'ouvrir une enquête sans être saisies d'une demande présentée par écrit à cette fin par une branche de production nationale ou en son nom, elles n'y procéderont que si elles sont en possession d'éléments de

---

<sup>1</sup> G/ADP/N/1/AUS/2-G/SCM/N/1/AUS/2.

preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, comme il est indiqué au paragraphe 2, pour justifier l'ouverture d'une enquête."

La législation australienne contient-elle une disposition limitant à des "circonstances spéciales" d'ouvrir des enquêtes à la demande du Ministre? Dans l'affirmative, quelles sont ces circonstances?

5. Lorsqu'il les fera connaître au moyen d'un avis public, le Ministre indiquera-t-il sur quelle base reposent les décisions qu'il aura prises de:

- rejeter le rapport du Directeur général concernant le maintien des mesures antidumping (article 269ZHG);
  - rejeter le rapport du Directeur général concernant le réexamen des mesures antidumping (article 269ZDB);
  - annuler la décision du fonctionnaire chargé du réexamen des mesures commerciales concernant l'opportunité de renvoyer une décision pouvant faire l'objet d'un réexamen au Directeur général pour réexamen (article 269ZZL); et
  - annuler la décision du Directeur général suite au réexamen d'une décision rendue par le Ministre (article 269ZZM(1)).
-